

(<sup>^</sup>)

( N° 184. )

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1853 — 1854.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

### FEUILLETON N° 9.

---

M. H. DE BAILLET, *rapporteur.*

Numéros du Feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	8321.	Par pétition datée d'Aywaille, le 31 janvier 1854, Le sieur Delforge, ancien préposé des douanes, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
2.	8326.	Par pétition datée de Nevele, le 31 janvier 1854, Le sieur Meganck soumet à la Chambre un projet de loi qui oblige les auteurs, imprimeurs ou éditeurs de publications faites en Belgique, d'en déposer un exemplaire à la Bibliothèque royale de Bruxelles et aux bibliothèques des universités de Gand et de Liège. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
3.	8329.	Par pétition datée d'Ypres, le 31 janvier 1854, Le sieur Verhaeghe demande que l'État soit tenu d'entretenir les armes des gardes civiques. — Concl. — Ordre du jour.
4.	8360.	Par pétition datée de Molenbeek-St-Jean, le 3 février 1854, Le sieur Waeghemans, ancien militaire, demande une indemnité ou une gratification. — Concl. — Ordre du jour.
5.	8375.	Par pétition datée de Vinalmont, le 5 février 1854, Le sieur Jamart, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension ou une gratification. — Concl. — Ordre du jour.

6. 8379. Par pétition datée de Haccourt, le 7 février 1854,  
Le sieur Lamborelle réclame l'intervention de la Chambre pour rentrer dans l'armée avec son ancienne position de sergent-major, ou obtenir un emploi en rapport avec le grade qu'il a occupé. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.
7. 8380. Par pétition datée de Glabbeek-Suerbempde, le 4 février 1854,  
Les membres du comité de direction et de surveillance des travaux du chemin de grande communication de Keersbeek-Miscom à Winghe-St-Georges, demandent l'achèvement du pavage de ce chemin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
8. 8390. Par pétition datée de Mons, le 8 février 1854,  
Le sieur Du Bois, officier pensionné, demande la régularisation de sa pension, fixée provisoirement à 600 francs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
9. 8303. Par pétition datée de Liège, le 30 janvier 1854,  
Plusieurs officiers en retraite, ayant appartenu aux régiments de ligne et placés dans les régiments de réserve, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution des sommes qui ont été retenues sur leur solde en vertu d'un arrêté du 6 décembre 1839. — Concl. — Ordre du jour.
-